www.e-rara.ch

Vie de Napoléon Buonaparte, empereur des français

Scott, Walter

Paris, MDCCCXXVII [1827]

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 6992

Persistent Link: https://doi.org/10.3931/e-rara-28437

Chapitre VII.

www.e-rara.ch
Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

Visual Library

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

CHAPITRE VII.

SUITE DU TABLEAU DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

SOMMAIRE DU CHAPITRE VII.

Coup d'œil sur les différens partis en Angleterre relativement à la révolution. — Sociétés affiliées ; — contrebalancées par des associations aristocratiques. — Le parti aristocratique pousse à la guerre contre la France. — Les Français proclament la navigation de l'Escaut. — L'ambassadeur anglais est rappelé de Paris, et l'envoyé de France cesse d'être accrédité à Londres. — La France déclare la guerre à l'Angleterre. — Troupes anglaises envoyées en Hollande sous les ordres du duc d'York. — État de l'armée. — Coup d'œil sur la situation militaire de la France ; — en Flandre ; — sur le Rhin ; — en Piémont ; — en Savoie ; — sur les Pyrénées. — État de la guerre dans la Vendée. — Description de ce pays. — Le Bocage. — Le Louroux. — Rapports intimes entre les nobles et les paysans ; — ils ont un vif attachement pour la royauté ; et une égale horreur pour la révolution ; — leurs prêtres. — La religion des Vendéens outragée par la convention. — Insurrection générale en 1793. — Organisation militaire et mœurs des Vendéens. — Division dans le cabinet anglais sur la manière de conduire la guerre. — Pitt. — Windham. — Réflexion à ce sujet. — La capitulation de Mayence met quinze mille vétérans en état d'agir dans la Vendée. — Défaite des Vendéens, qui passent la Loire. — Ils défont à leur tour les républicains à Laval ; — mais finissent par être détruits et dispersés. — Malheureuse expédition de Quiberon. — Charette défait et exécuté, et fin de la guerre de la Vendée. — État de la France au printemps de 1793. — Résistance inutile de Bordeaux, Marseille et Lyon à la convention. — Siége de Lyon. — Prise et punition terrible de cette ville. — Siége de Toulon.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

CHAPITRE VII.

SUITE

DU TABLEAU DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Les jacobins, par leurs victoires successives du 31 mai et 2 juin 1793, avaient défait et chassé leurs rivaux ; nous avons

déjà vu avec quelle fureur ils avaient poursuivi leurs ennemis dispersés, et fait tomber sur eux la vengeance et la mort. Mais la situation de la France, à l'intérieur et à l'extérieur, était tellement précaire, qu'il fallait l'activité d'hommes aussi audacieux et aussi déterminés que ceux qui venaient de s'emparer de la direction du pouvoir, pour repousser les armées étrangères, et en même temps comprimer les dissensions intestines [1].

Nous avons vu que l'Angleterre était presque généralement divisée en deux grands partis, dont l'un continuait d'applaudir à la révolution française, quoique ses excès fussent réprouvés par tous les esprits sages et modérés; tandis que l'autre, ne voyant qu'avec indignation les cruautés, les confiscations et les horreurs de tout genre qu'elle avait fait naître, éprouvait au nom seul de ce grand changement, qui rappelait beaucoup de bien ainsi que beau-

[1] Nous avons cité dans le précédent volume une idée analogue de M. le comte de Maistre. (*Édit.*)

coup de mal, les sentimens que fait naître un spectacle terrible et dégoûtant.

La journée du 10 août et le sort qui menaçait le roi, excitèrent un intérêt général en Angleterre, et il se manifesta dans les hautes et moyennes classes un vif désir de voir la nation prendre les armes en faveur du malheureux monarque.

M. Pitt s'était aussi arrêté à la même idée; mais voyant combien tous ses talens étaient nécessaires pour améliorer l'état intérieur et les finances de l'Angleterre, il hésita quelque temps à adopter une conduite hostile, quoique approuvée par son souverain, et demandée par une grande partie de ses sujets. Mais chaque jour faisait éclore de nouvelles circonstances, qui hâtaient la solution de cette importante question.

Les Français, soit individuellement, soit collectivement, ont toujours eu à cœur de marcher à la tête des nations européennes; dans presque toutes ses vicissitudes, la France s'est adressée autant aux habitans des autres pays qu'à ses propres citoyens,

et c'est par suite de cette disposition que presque tous les discours de ses hommes politiques invitaient les sujets des autres états, à imiter l'exemple de cette république, à rejeter loin d'eux les débris de leurs vieilles institutions, à détrôner leurs rois, à abolir la noblesse, à partager entre les basses classes les biens du clergé et de l'aristocratie, et à se montrer comme des peuples libres et régénérés. En Angleterre comme ailleurs, ces doctrines avaient un côté séduisant; car ce pays renfermait, aussi bien que la France, des hommes de talent qui se regardaient comme négligés, des hommes de mérite qui se croyaient opprimés, des théoriciens tous prêts à jeter les lois dans leur creuset politique; enfin des hommes avides d'innovation, dans l'Église et dans l'État, soit par l'effet d'une curiosité inquiète, soit dans l'espoir de gagner au change. Mais il y avait surtout, en Angleterre, une trop grande masse de pauvreté et d'ignorance, toujours facile à être mise en mouvement par l'espoir de la licence.

Il se fonda des sociétés affiliées dans presque toutes les villes de la Grande-Bretagne; elles correspondaient entre elles, faisaient entendre tout haut d'effrayantes menaces, et paraissaient se former sur le modèle de celles de France. Elles s'adressèrent directement à la convention nationale en leur nom, et en celui des sociétés unies pour le même objet, la félicitant sur sa liberté, comme sur la manière dont elle l'avait acquise, et lui faisant entendre clairement que son exemple ne serait pas perdu pour l'Angleterre. Les personnes qui composaient ces sociétés étaient en général peu marquantes par leur rang ou leur influence; il y avait sans doute quelques hommes de talens, mais leurs réunions n'avaient rien d'imposant ni d'honorable; elles n'avaient d'importance que par la masse, sur laquelle leurs argumens pouvaient agir; or, cette masse était très-considérable, surtout dans les grandes villes et dans les districts manufacturiers. Cet état de choses en Angleterre avait précédé la révolution française; mais l'aristocratie anglaise, bien cimentée, bien

unie, et ayant un grand poids dans les affaires publiques, prit l'alarme de meilleure heure, et eut recours à des mesures plus efficaces que celles qui avaient été adoptées en France; elle fit, de son côté, des associations politiques, et par son influence, son caractère et les avantages de sa fortune, elle obtint bientôt une supériorité, grâces à laquelle le grand nombre d'individus qui, par leur position sociale, dépendaient en grande partie de l'aristocratie, pouvaient trouver des dangers, ou du moins de l'inconvénient à avoir des opinions trop différentes des siennes. Le mot d'ordre politique de ces associations était la haine des doctrines de la révolution française; on leur avait même reproché d'exprimer ce sentiment d'une manière si forte, qu'elles semblaient avoir pour but d'engager les signataires à s'abstenir de toute tentative de réforme dans leur propre gouvernement, même par les moyens les plus constitutionnels; en un mot, tandis que le parti démocratique prononçait dans ses clubs les discours les plus violens contre les aristo-

crates, ceux-ci sentaient redoubler leurs préventions contre toute espèce de réforme, et contre tous ceux qui essayaient d'en démontrer la convenance. Sans doute, si cette fermentation politique eût éclaté en Angleterre, à toute autre époque, ou dans toute autre occasion, elle se fût probablement apaisée comme tous les mouvemens de la même nature, qui excitent un moment d'intérêt, mais fatiguent l'attention publique, et sont bientôt oubliés. Mais la révolution française avait jeté autour d'elle un éclat qui avait été pour les uns le signal de l'espoir, pour les autres celui de la crainte et de la précaution. Les cris de joie des démocrates triomphans, les moyens honteux auxquels ils devaient leurs triomphes, et le cruel usage qu'ils en faisaient, augmentèrent l'animosité des deux partis en Angleterre. Dans leur fureur mutuelle, les démocrates excusaient une grande partie des excès de la révolution française, en faveur de sa tendance; et les aristocrates, en blâmant cette révolution dans toutes ses parties, oubliaient qu'après tout, la lutte de la nation

française, pour recouvrer sa liberté, était, dans le principe, non-seulement excusable, mais même louable [1].

Ce langage exalté et emphatique adressé par les chefs politiques de la France à tous les hommes en général, et l'esprit de conquête que la nation venait de montrer, joint au désir bien prononcé de propager les principes de la révolution, et à tout ce qu'il y avait d'odieux dans la mort du roi, porta le parti aristocratique, qui avait une majorité considérable dans les deux chambres du parlement britannique, à pousser la déclaration de guerre contre la France. C'était une guerre sainte, disait-on, contre la trahison, le blasphème, le meurtre, l'assassinat; une guerre nécessaire pour interrompre toute relation entre le gouvernement français et la portion mécontente des Anglais, relation de plus en plus intime et dangereuse pour l'Angleterre, et qu'il n'y avait aucun autre moyen de rompre.

Un autre motif d'hostilité, plus analogue

[1] C'est ici un des argumens les plus raisonnables qu'on puisse opposer à toute contre-révolution. (*Édit.*)

à certains faits connus dans l'histoire, était la navigation de l'Escaut, proclamée par un décret du gouvernement français. C'était décider un point contesté par la Hollande, qui avait toujours regardé ses refus à ce sujet comme la base de sa prosperité nationale.

Dans d'autres circonstances on eût fait sans doute de cet acte l'objet d'une négociation. Mais la différence d'opinion, relativement à la politique générale de la révolution, et la manière dont elle avait été conduite, mettaient les gouvernemens de France et d'Angleterre dans une opposition tellement directe et mortelle, que la guerre était inévitable.

Lord Gower, ambassadeur anglais à Paris, fut rappelé aussitôt après la mort du roi. Le prince, auprès duquel il avait été envoyé, n'existait plus; en raison du même principe, le gouvernement anglais, sans congédier l'envoyé français à la cour de Saint-James, lui signifia qu'il n'était plus regardé comme accrédité auprès de lui. Toutefois, Pitt, dans le désir de conserver

la paix, s'il était possible, continua, par le moyen de Maret, agent subordonné [1], d'entretenir une correspondance avec le gouvernement français. Le principal vœu du ministre anglais était d'obtenir l'assurance satisfaisante qu'un décret rendu par la convention le 19 novembre, ne devait pas être considéré comme applicable à l'Angleterre. La convention nationale déclarait, au nom de la nation française, qu'elle fraternisait et s'alliait avec tous les peuples qui voulaient devenir libres, et elle chargeait le pouvoir exécutif d'aider les peuples et de protéger les citoyens qui auraient souffert ou souffriraient pour la cause de la liberté.

Mais afin que ce décret ne restât point ignoré de ceux en faveur desquels il était rendu, on en fit imprimer la traduction dans toutes les langues étrangères [2]. La convention, aussi bien que les ministres français, refusèrent ce désaveu; ils déclinè-

[1] Depuis duc de Bassano et un des hommes d'état les plus habiles de l'empire. (*Édit.*)

[2] *Annual Register*, 1793, p. 153.

rent également toute explication relative à l'ouverture de l'Escaut ; et enfin, la convention, dans une séance solennelle, déclara à l'unanimité la guerre à l'Angleterre, quoiqu'on représente encore souvent celle-ci comme ayant pris l'initiative.

Il est certain que M. Pitt était éloigné de faire la guerre. Avec plus de talens comme ministre, que son illustre père, il ne se livrait pas habituellement à ces idées de triomphes militaires familières au génie de Chatam, et il lui répugnait d'interrompre, par une guerre coûteuse, les plans d'administration aux moyens desquels il avait tiré les finances de la Grande-Bretagne d'un état alarmant. On a dit de Chatam qu'il ne connaissait point de plus grande économie que de donner à une expédition militaire tous les moyens de succès. Un officier général qui devait être employé à une expédition de ce genre, ayant demandé un corps de troupes suffisant : « Prenez-en le double, dit lord Chatam, et vous répondrez du succès sur votre tête. » Son fils ne calculait pas de la même manière ; il aurait

été plutôt disposé à marchander sur les frais de l'entreprise, et aurait fini par donner tout juste le plus petit nombre de soldats qu'il aurait pu amener le général à reconnaître comme suffisant à la réussite de l'expédition [1]. Cette économie, hors de saison, était inspirée par la considération des frais qu'occasione l'entretien de l'armée anglaise. C'est sans contredit une des plus braves, des mieux composées et des mieux payées en Europe. Mais dans ce que les Anglais exigent de sa valeur et attendent de ses efforts, ils sont trop enclins à faire des calculs extravagans, vu leur ignorance des détails militaires et de la supériorité numérique des armes des autres nations. Un Anglais combattra deux Français, c'est certain; mais il est fort douteux qu'il les batte, quoique ce soit un article de foi populaire. Or, il n'est pas prudent de faire la guerre avec des chances pareilles, ou de supposer que, parce que nous estimons

[1] On conçoit que le génie vaste et audacieux de Mirabeau ait pu dire de M. Pitt : « *Je lui donnerais de la peine si je vivais !* » (*Édit.*)

beaucoup le courage de nos soldats, et que d'ailleurs ils nous coûtent beaucoup, il soit permis de les envoyer en petit nombre contre des forces supérieures [1].

Le ministère anglais n'accorda pas assez d'attention à une circonstance que Sheridan fit ressortir habilement dans la discussion sur la question de la paix et de la guerre. Cet homme d'État, qui avait, sur le pour et le contre de toute grande question constitutionnelle, autant de lumières qu'aucun de ses plus habiles contemporains [2], dit, « qu'il désirait qu'on fît tous les efforts possibles pour maintenir la paix; que si

[1] Certes, l'auteur se dépouille ici de toute partialité nationale; car, comme il le dit lui-même, c'est un article de foi en Angleterre qu'un Anglais doit battre deux Français. Bien mieux, dans la littérature populaire, c'est-à-dire dans les pièces de théâtre et les chansons, les Anglais s'entretiennent dans l'idée qu'un soldat de leur nation en peut *dévorer* dix de la nôtre, au lieu de deux. Si, selon la définition de quelques physiologistes, le courage n'est que la confiance dans ses forces, le peuple anglais est le plus brave de la terre. Malheureusement même pour nous à qui ils accordent le second rang, la guerre n'est plus à peu près aujourd'hui qu'une des règles les plus simples de l'arithmétique. (*Édit.*)

[2] On met en général sur la même ligne en Angleterre, Pitt, Fox, Burke et Sheridan. (*Édit.*)

la guerre était inévitable, dans ce cas, mais dans ce cas seulement, il demandait une guerre rigoureuse; non une guerre faible, timide, et sans activité, mais une guerre conduite avec assez d'énergie pour convaincre l'univers que nous combattons pour nos priviléges les plus chers et les plus précieux [1]. »

Malheureusement la politique anglaise se montra peu pénétrée de ce principe élevé et juste dans les premières années de la guerre, où l'Angleterre rencontra plus d'une occasion de frapper dans l'intérieur de la France un coup assez fort pour terrasser son adversaire gigantesque.

Une brave armée auxiliaire fut toutefois équipée sur-le-champ et embarquée pour la Hollande, sous les ordres de S. A. R. le duc d'York, comme si le roi eût voulu par là donner à ses alliés le gage le plus cher de l'intérêt qu'il prenait à leur défense.

Mais, quoique bien équipée et commandée, sous les ordres du jeune prince, par

1 *Annual Register* de 1793, p. 250.

Abercromby, Dundas, sir William Erskine et autres officiers braves et expérimentés, il faut avouer que l'armée anglaise n'était point encore sortie de l'état d'infériorité morale et de désorganisation, dans lequel l'avait fait tomber la guerre d'Amérique. Les soldats étaient de beaux hommes à la parade; mais cette belle tenue ne s'obtenait qu'au moyen de mille soins minutieux et vexatoires qu'on exigeait d'eux au prix de mainte commodité particulière, de la simplicité des vêtemens et de l'aisance des mouvemens. Nous croyons qu'il n'avait été adopté aucun système général de manœuvres, chaque chef conduisant son corps à sa guise. Un jour de bataille, il fallait beaucoup de pourparlers pour faire agir de concert deux ou trois bataillons; et dans l'action, chacun agissait selon les circonstances. La connaissance que nos officiers avaient de leurs soldats et de leur métier n'était pas à beaucoup près comparable à ce qu'on exige d'eux aujourd'hui. Notre système de vendre les brevets [1], nécessaire pour

[1] C'est ce qu'on appelle une *commission* d'officier. (*Éd.*)

maintenir l'union de l'armée avec le pays et la propriété du pays, était alors appliqué avec tant d'abus, qu'un enfant pouvait franchir rapidement tous les rangs inférieurs, et parvenir au grade de capitaine ou de major, sans avoir passé un mois dans l'armée. En un mot, on voyait encore subsister tous ces énormes abus, que le prince illustre nommé tout à l'heure, est parvenu à détruire par des règlemens dont l'Angleterre ne peut être trop reconnaissante, et sans lesquels elle n'eût jamais pu jouer le rôle éminent qui lui était destiné au dénoûment de ce drame terrible, prêt à s'ouvrir sous des auspices moins favorables [1].

On voyait aussi peser comme un nuage, sur la renommée militaire de l'Angleterre, le souvenir récent de l'issue malheureuse de la lutte d'Amérique, au commencement de laquelle on avait négligé de profiter des

[1] Cet hommage rendu au génie administratif du duc d'York est unanime en Angleterre. Ce prince a réparé, par son ministère de la guerre, le ridicule qui s'était attaché à ses premiers faits d'armes. (*Édit.*)

avantages remportés par des troupes régulières sur des troupes moins bien disciplinées, jusqu'à ce que le génie de Washington, l'ardeur croissante et l'augmentation de l'armée américaine contrebalançassent complétement et finissent presque par anéantir cette prépondérance.[1]

Cependant les soldats anglais ne se montrèrent pas au-dessous de leur noble caractère national, ni indignes de combattre sous les yeux du fils de leur souverain; et après leur jonction avec l'armée autrichienne sous le prince de Saxe-Cobourg, ils donnèrent plusieurs preuves de valeur et de discipline. La prise du camp fortifié des Français à Famars, la bataille de Lincelles, la part qu'ils prirent aux siéges de Valenciennes et de Condé, villes qui se rendirent successivement aux alliés, soutinrent la réputation de leur patrie, et auraient été regardées, dans d'autres guerres, comme les résultats d'une brillante campagne. Mais au point où l'Europe était

[1] Sans oublier les secours de la France. (*Édit.*)

arrivée, la guerre ne pouvait plus être conduite selon les anciennes règles, et par de petites armées. Jusqu'alors une bataille gagnée ou perdue, la prise d'une place ou la levée d'un siége, suffisaient pour une campagne, et les troupes de part et d'autre entraient en quartier d'hiver, tandis que la diplomatie s'emparait de la lutte abandonnée pour un moment par la tactique. Il fallait renoncer à ce vieux système : au lieu de ces alternatives de repos et d'hostilité, on allait voir les nations s'attaquer les unes les autres comme des individus, et se livrer en quelque sorte corps à corps de longs et terribles combats à outrance. L'état intérieur et extérieur de la France exigeait les plus formidables efforts qui eussent jamais été faits par aucun peuple, et ces efforts furent obtenus de l'enthousiasme des habitans, ou commandés par l'énergie et la vigueur du gouvernement révolutionnaire. Nous allons jeter un coup d'œil sur l'état du pays avant de parler des mesures adoptées pour sa défense.

Sur les frontières orientales de la Flandre, l'armée anglo-hanovrienne avait fait des progrès considérables. Elle avait établi ses communications avec l'armée autrichienne sous le prince de Saxe-Cobourg. Ce capitaine avait beaucoup de mérite, mais il était de la vieille école des guerres régulières et lentes, et il ne calcula pas qu'il avait devant lui des ennemis d'un nouveau genre, qu'il fallait combattre autrement que ceux contre lesquels il avait eu jusqu'alors à lutter. Peu entreprenant, il paraît qu'il ne prévit pas, ou du moins qu'il ne put pas se préparer à déjouer l'audace et l'activité de l'ennemi.

Les Prussiens et Autrichiens combinés continuaient avec fureur la guerre sur les bords du Rhin. Les Français perdirent la place importante de Mayence, ainsi que plusieurs autres, et essuyèrent plusieurs revers, quoique Custine, Moreau, Houchard, Beauharnais et d'autres généraux distingués, eussent acquis déjà beaucoup d'honneur aux armes de la république. La perte des lignes fortifiées de Weissem-

bourg, emportées par Wurmser, général autrichien distingué, acheva d'éclipser la gloire des drapeaux républicains.

En Piémont, les Français eurent également des revers, quoique moins marqués et moins alarmans. Le général républicain Brune venait d'être forcé dans son camp de Belvédère; tandis que du côté de la Savoie, le roi de Sardaigne remportait quelques avantages.

Dans les Pyrénées, les armées républicaines avaient été également malheureuses. Une armée espagnole, conduite avec beaucoup plus d'énergie qu'on n'en avait vu depuis quelque temps dans cette monarchie jadis si triomphante, avait battu le général républicain Servan et passé la Bidassoa. A l'extrémité orientale de ces montagnes célèbres, les Espagnols avaient pris les villes de Port-Vendre et de Collioure.

Assaillie de tant de côtés et par tant d'ennemis, qui, tous, excepté les armées sardes, avaient entamé plus ou moins les frontières de la république, il semblait qu'il ne restât plus d'espoir de salut pour

la France que dans l'unanimité de ses habitans. Mais loin de jouir de cette condition première, pour résister avec succès à la coalition formidable qui l'attaquait, elle était déchirée dans l'ouest de la France, par une guerre civile qui, par son importance et les succès des insurgés, menaçait d'anéantir en partie l'œuvre de la révolution; tandis que des dissensions du même genre, qui avaient éclaté sur différens points dans le Midi, semblaient faire entrevoir des résultats non moins effrayans.

Nous ne nous proposons pas d'offrir un tableau complet de l'intéressante guerre de la Vendée; mais elle est trop mêlée à l'histoire de cette époque, pour qu'il n'en soit pas fait mention.

Nous avons dit ailleurs, en parlant de la Vendée comme d'une province, que c'était la seule partie de la France, où les nobles et les paysans, ou, en d'autres termes, les propriétaires et les cultivateurs, fussent restés assez unis pour pouvoir faire cause commune dans le grand changement opéré par la révolution. La situation de la Ven-

dée, son sol, le caractère aussi bien que les mœurs de ses habitans, avaient concouru à fondre les intérêts et les opinions de ces deux classes d'une manière indissoluble.

La Vendée est un pays de bois et de pâturages, qui, sans être montueux, est plein d'inégalités, coupé par des ruisseaux et une grande quantité de canaux et de fossés pratiqués pour l'écoulement des eaux, mais qui, joints aux bouquets d'arbres nombreux et touffus, deviennent, en temps de guerre, des postes très-forts. Ces enclos paraissent avoir été pris sur les bois; et les sentiers qui traversent le pays sont si tortueux, que les étrangers ne peuvent s'en tirer, et qu'ils sont souvent d'un accès difficile pour les habitans eux-mêmes. Il n'y avait presque pas de routes praticables dans la saison des pluies, qui est longue dans ce pays. Les femmes des gentilshommes se rendaient des visites dans des voitures traînées par des bœufs[1]. Leurs

[1] Les femmes voyageaient à cheval, en litière, ou dans des voitures à bœufs. *Mémoires de la marquise La Rochejacquelein.* (*Édit.*)

maris allaient à pied comme les paysans, et se servaient de longues perches pour franchir les fossés et autres obstacles qui arrêtaient les voyageurs étrangers.

Tout ce pays, qui a environ cent cinquante lieues carrées, est situé à l'embouchure et au midi de la Loire. L'intérieur s'appelle *le Bocage*, parce qu'il présente plus particulièrement cet aspect de bois et de labyrinthes qui appartient à tout le pays[1]. La portion de la Vendée qui borde la Loire à son embouchure s'appelle *le Louroux*. Les cantons voisins ont pris part à l'insurrection; mais ce fut surtout la Vendée qui lui donna son importance et son caractère.[2]

L'union entre la noblesse de la Vendée et les paysans était de la nature la plus intime. Les principales exportations de ce

[1] Le Bocage comprend une partie du Poitou, de l'Anjou, et du comté Nantais; il fait aujourd'hui partie de quatre départemens : Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, et Vendée. (*Édit.*)

[2] « Cette partie du Poitou qu'on nomme le pays du Bocage, et que depuis la guerre civile on a pris l'habitude d'appeler du nom glorieux de Vendée. » *Mémoires de madame La*

pays consistaient en bestiaux, dont ils engraissaient une immense quantité dans leurs fertiles prairies, et qui fournissaient à la consommation de la capitale. Les troupeaux, de même que le terrain où on les élevait, appartenaient au seigneur; mais le fermier y avait un intérêt. Il en prenait soin, réglait la vente, et en partageait équitablement les produits avec son seigneur.

Leurs amusemens étaient également en commun. La chasse au loup, qui était non-seulement un plaisir, mais un moyen de purger les bois de ces animaux destructeurs, était, comme dans les anciens temps, conduite par le seigneur à la tête de ses gens et de ses vassaux. Le soir des dimanches et fêtes, les jeunes gens des villages et des métairies se rendaient dans la cour du château, comme le lieu le plus convenable pour leur divertissement, et la fa-

Rochejacquelein. Voyez, pour une topographie plus étendue de la Vendée, le troisième chapitre de ces Mémoires, tout entier de M. de Barante, non moins habile interprète des souvenirs de la Vendée, que des vieilles chroniques de la France. (*Édit.*)

mille du gentilhomme se mêlait souvent à leurs jeux.

En un mot, ces deux classes de la société dépendaient l'une de l'autre, et se tenaient par des liens qui, dans d'autres parties de la France, n'existaient qu'en raison de circonstances particulières : le paysan vendéen était l'ami fidèle, mais soumis de son seigneur; il partageait sa bonne et sa mauvaise fortune, lui soumettait les discussions qui pouvaient s'élever entre lui et ses voisins, et avait recours à sa protection quand il éprouvait ou avait à redouter une injustice.

Ce système de mœurs simples et patriarcales n'eût pu subsister long-temps avec une grande inégalité de fortune. Aussi nous voyons que les terres des plus riches gentilshommes vendéens n'excédaient pas douze ou quinze cents livres de rente par an, tandis que les plus faibles étaient de trois ou quatre cents. Ils n'avaient donc point cette opulence excessive qui permet de déployer une magnificence extraordinaire; et ceux qui allaient à la

cour, et y copiaient les manières de la capitale, avaient soin de les déposer, quand ils retournaient dans le Bocage, pour reprendre les habitudes simples de leurs ancêtres.

Tous les élémens de discorde, si abondans partout ailleurs en France, n'existaient point dans ce pays sauvage et boisé, où le paysan était le compagnon et l'ami du noble, et celui-ci le juge et le protecteur naturel du paysan. Le peuple avait conservé les sentimens des anciens Français pour la royauté; il n'écoutait qu'avec dégoût le récit des différens événemens de la révolution, et n'éprouvant lui-même aucun des maux qui l'avaient causée, sa tendance devint l'objet de ses alarmes et de sa défiance. Il y avait depuis quelque temps beaucoup d'agitation dans les provinces de Bretagne, d'Anjou, du Maine et du Poitou, auxquelles l'insurrection de la Vendée vint donner la dernière impulsion. Les principes révolutionnaires dominaient dans les villes de l'Ouest; mais ils étaient repoussés par les habitans des campagnes comme par les

nobles. Ce ne fut pas cependant un intérêt politique qui inspira d'abord les Vendéens : l'influence de la religion, secondée par celle de l'affection naturelle, fut le motif immédiat qui leur fit prendre les armes.

Dans un pays simple et vertueux tel que nous avons décrit la Vendée, le dévouement religieux devait être un des traits du caractère des habitans qui, sûrs, selon le précepte de l'Évangile, d'aimer leurs voisins comme eux-mêmes, voulaient aussi aimer et respecter la divinité de tout leur cœur. Les Vendéens mettaient beaucoup de régularité dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux; leurs curés jouissaient d'une grande considération, et exerçaient beaucoup d'influence : ils apportaient leurs consolations au lit des malades, leur donnaient à la fois les soins de la médecine et ceux de la religion; enfin c'étaient leurs conseillers dans les affaires de famille, et souvent leurs arbitres dans les discussions qui n'étaient pas assez importantes pour être portées devant le seigneur. Les prêtres étaient en général natifs du

pays, et plus distingués par l'exactitude avec laquelle ils remplissaient leurs devoirs, que par leurs talens et leur instruction. Le curé annonçait en chaire les parties de chasse, auxquelles, après avoir dit la messe, il assistait souvent, portant son fusil sur l'épaule comme les autres chasseurs. Cette manière de vivre active et simple rendait les prêtres propres à supporter aussi les fatigues de la guerre. Ils accompagnaient les troupes des Vendéens le crucifix à la main, promettant, au nom de la divinité, victoire à ceux qui survivraient, et honneur à ceux qui périraient dans le combat patriotique. Mais madame de La Rochejacquelein repousse en leur nom, comme une calomnie, l'imputation d'avoir pris les armes pour tout autre motif que celui de leur défense personnelle [1].

Presque tous les curés furent chassés de leurs cures par le fanatisme absurde et persécuteur que suscita le décret de la convention, qui, pendant que ses auteurs dé-

[1] *Mémoires de la marquise de La Rochejacquelein*, p. 47.

clamaient contre la superstition et l'intolérance, privait de leurs places et de leurs moyens de subsistance, bientôt après de la liberté et de la vie, les ecclésiastiques refusant d'abjurer les doctrines dans lesquelles ils avaient été élevés, et qu'ils avaient juré de maintenir [1]. Dans la Vendée ou ailleurs, où les curés résistèrent à cette injonction injuste et impolitique de la convention, ils se virent exposés à des persécutions, qui occasionèrent des violences de la part du peuple.

Les paysans conservèrent en secret leurs anciens pasteurs, et ils assistaient aux offices dans les bois et les lieux écartés, pendant que les intrus, mis à la place des réfractaires, osaient à peine se montrer dans les églises, sans la protection de la garde nationale [2].

Dès 1791, lorsque Dumouriez commandait à Nantes et dans le pays voisin, les

[1] *Voyez* tome II, page 65 de cet ouvrage.

[2] « Le nouveau curé des Échaubroignes fut obligé de s'en retourner sans avoir pu obtenir même du feu pour allumer des cierges. » (*Édit.*)

discussions avaient commencé à s'allumer. La sagacité de ce général l'engagea à employer toutes les ressources de sa position, pour apaiser ces mouvemens, en essayant d'inspirer de la modération aux deux partis ; son coup d'œil militaire découvrit, dans les habitans et leur pays, des élémens et le théâtre d'une guerre civile terrible; il se contentait donc des plus légères concessions de la part des curés, et il paraît qu'il réussit à apaiser les troubles, du moins pour le moment.

Mais en 1793, les mêmes causes de mécontentement, jointes à d'autres, précipitèrent les habitans de la Vendée dans une insurrection générale, de la nature la plus formidable.

Les événemens du 10 août 1792 avaient fait partir de Paris un grand nombre de gentilshommes royalistes, dont plusieurs avaient porté leur mécontentement et leurs projets contre-révolutionnaires dans un pays préparé à les recevoir et à les adopter.

Ensuite vint le décret de la convention, qui appuya sa déclaration de guerre par

une levée en masse de trois cent mille hommes. Cette mesure parut très-sévère, même dans les départemens où dominaient le plus les principes révolutionnaires; mais elle souleva l'indignation des Vendéens, également ennemis de la cause et des principes des républicains. Ils résistèrent à son exécution à force ouverte, délivrèrent les conscrits dans beaucoup d'endroits, mirent dans d'autres la garde nationale en déroute; et sentant qu'ils avaient encouru la vengeance d'un gouvernement sanguinaire, ils résolurent de soutenir par la force une résistance qui avait commencé par la force. Telle fut l'origine de cette guerre célèbre, qui exerça si long-temps ses ravages dans le sein de la France, et menaça la stabilité du gouvernement, même pendant que la république remportait les plus brillantes victoires sur ses ennemis extérieurs.

Il n'entre pas dans notre plan, avons-nous dit, de tracer l'histoire de cette guerre; mais nous ne pouvons nous dispenser de donner une idée de sa nature et

de son caractère, dans un tableau général de la révolution, et des événemens qui y sont liés.

Les insurgés, quoique combattant pour la même cause, et souvent agissant de concert, étaient divisés en corps distincts, sous les ordres de chefs indépendans; ceux de la rive gauche de la Loire étaient principalement sous les ordres du célèbre Charette, officier de la marine, dont les ancêtres s'étaient distingués comme commandans de corsaires. Un grand besoin de mouvement, assez fréquent chez les jeunes gens d'un caractère vif et ambitieux, l'avait mis à portée de connaître les parties les plus cachées des bois, et son génie lui avait fait pressentir les avantages militaires qu'on pouvait en tirer.

Charette se trouva, ainsi que plusieurs autres, chargé du commandement, soit parce que leurs talens furent facilement reconnus par la sagacité naturelle des paysans, soit parce que les dangers qui environnaient ce poste éminent, en écartaient tous ceux qui ne se sentaient pas le

mélange de courage et d'habileté nécessaire pour s'y maintenir. Il est essentiel de remarquer que les insurgés, dans le choix de leurs chefs, ne firent aucune distinction entre la noblesse et les rangs inférieurs. Des hommes dont les noms étaient célèbres dans l'histoire : Talmont, d'Autichamp, l'Escure et La Rochejacquelein avaient pour égaux en grade le garde-chasse Stofflet, et Cathelineau [1], voiturier, colporteur de laines; Charette, roturier, d'une famille peu distinguée [2]; enfin, d'autres de la dernière classe, que les circonstances et la voix publique appelèrent au commandement, et qui toutefois ne paraissent pas en général avoir regardé leurs fonctions officielles comme changeant leur rang dans la société [3]. Au milieu de leurs

[1] Ajoutons que Cathelineau fut le premier généralissime de l'armée vendéenne. (*Édit.*)

[2] Charette était gentilhomme. (*Edit.*)

[3] Madame de La Rochejacquelein cite une anecdote intéressante d'un jeune roturier, officier distingué, à qui l'habitude du respect ne permettait pas de s'asseoir devant elle. Ce sentiment ne peut être regardé comme de la servilité; c'est le noble orgueil d'une âme généreuse, fidèle à ses premières impres-

succès ils formèrent un conseil général composé d'officiers, de prêtres et d'autres personnes, qui tenait des séances à Châtillon. Ce conseil dirigeait les mouvemens militaires des différens corps, les réunissait sur des points particuliers et pour des objets spéciaux, et les licenciait de nouveau quand l'objet était rempli.

Au moyen d'une organisation aussi simple, les insurgés vendéens réussirent, en deux mois de temps, à s'emparer de quelques villes et d'une grande étendue de pays. Quoique attaqués à différentes reprises par des troupes réglées, commandées par des généraux expérimentés, ils furent bien plus souvent vainqueurs que vaincus, et firent quelquefois essuyer aux républicains, dans une seule bataille, des pertes plus considérables, qu'ils n'en essuyèrent eux-mêmes dans des défaites multipliées.

Cependant leurs armes, dans le commencement de l'insurrection, étaient on

sions, et qui ne tient point aux distinctions qu'on lui a prodiguées.

ne peut plus simples et plus incomplètes. En qualité de chasseurs, ils avaient des fusils de chasse et de différens calibres. Pour combattre de près ils n'avaient que des faux, des haches, des massues et autres armes de cette espèce, que la colère mit dans le premier moment entre les mains des paysans. Leurs victoires leur procurèrent des armes en abondance, et ils fabriquèrent une grande quantité de poudre à canon pour leur usage.

Ils avaient une tactique particulière, mais tellement appropriée à leur pays et à leurs habitudes, qu'il paraît impossible d'imaginer un système plus parfait et plus formidable. Les Vendéens entraient en campagne avec l'équipement militaire le plus grossier; un sac leur servait de giberne : ils n'avaient d'autre uniforme que la veste courte et les pantalons du pays, qu'ils portaient en travaillant; un havre-sac de toile contenait du pain et quelques objets nécessaires; il ne leur en fallait pas davantage pour marcher. Ils traversaient en silence les bois et les enclos dont leur

pays est coupé, et pouvaient ainsi choisir aisément les points les plus favorables pour l'attaque et la défense. Leur armée, différente de toute autre dans le monde, n'était point divisée en compagnies ou régimens; ils suivaient par bandes les chefs qu'ils aimaient le mieux. Au lieu de tambours ou de musique militaire, ils se servaient, comme les anciens soldats suisses et écossais, de leurs cornemuses. Leurs officiers, pour se faire distinguer, faisaient usage d'une espèce de mouchoir rouge attaché autour de leur tête, et d'autres autour de leur corps pour servir en même temps de ceinture, et assujettir leurs pistolets [1].

Les Vendéens attaquaient en tirailleurs; ils se dispersaient de manière à entourer

[1] L'adoption de ce costume sauvage, qui leur fit donner le nom de *brigands* par sa bizarre singularité, fut due à Henri La Rochejacquelein, qui s'en servit le premier. Mais cette circonstance, et l'intrépidité avec laquelle il s'exposait, ayant donné lieu aux républicains de crier : « Tirez sur le mouchoir rouge, » d'autres officiers prirent le même costume, pour diminuer le danger d'un chef qu'ils aimaient, et il finit par faire partie de l'uniforme.

leurs adversaires d'un feu semi-circulaire soutenu par un corps de chasseurs accoutumés à viser avec une redoutable précision, et dont l'adresse était d'autant plus terrible, qu'habitués à profiter de chaque arbre, de chaque buisson ou de tout autre abri, ils causaient de grands ravages, en restant eux-mêmes comparativement hors de danger. Cette manœuvre s'appelait *s'égailler;* et, semblable aux combats de buisson en Amérique, elle était comme celle des Guerriers-Rouges, accompagnée de cris qui, vu l'espace considérable occupé par les assaillans, semblaient multiplier leur nombre.

Lorsque les républicains, irrités par ce genre de combat, s'avançaient pour serrer de près leurs ennemis, ils ne trouvaient plus personne sur qui exercer leur vengeance. Les Vendéens, dont les rangs s'écartaient et s'ouvraient facilement, laissaient passer les têtes des colonnes, dont les flancs, à mesure qu'elles défilaient, restaient encore plus exposés qu'auparavant au feu meurtrier de leurs ennemis invisi-

bles. De cette manière, les troupes réglées étaient souvent amenées, de poste en poste, jusqu'à une barricade, un *abattis,* ou à toute autre forte position, ou bien à s'engager dans un défilé; alors les Vendéens changeaient leur feu meurtrier en une attaque serrée et furieuse, se jetant avec la plus grande intrépidité au milieu des rangs de l'ennemi, dont ils faisaient un grand carnage. Si d'un autre côté les insurgés étaient forcés de céder, la poursuite était aussi dangereuse pour les républicains que le combat. Le Vendéen, poursuivi de près, jetait ses sabots qu'il pouvait remplacer à la première halte, sautait par-dessus une haie ou un canal, chargeait son fusil en courant, et ajustait à coup sûr son ennemi.

Cette espèce de combat, que le terrain rendait si avantageux pour le Vendéen, l'était également en cas de victoire ou de déroute. Quand les républicains étaient défaits, leur armée étaient presque anéantie; car le maintien de l'ordre était impossible; or, le défaut d'ordre rendait leur destruction inévitable, tandis que les bagages, les

munitions, les chariots, les canons, en un mot, tout ce qu'on appelle le matériel d'une armée en déroute, tombait entre les mains du vainqueur. D'un autre côté, si les Vendéens essuyaient un échec, les républicains ne trouvaient sur le champ de bataille que des cadavres et les sabots des fuyards. Le petit nombre de prisonniers qu'ils faisaient, avaient en général déjà jeté ou caché leurs armes. Ces armées n'ayant point de bagages ou de chariots d'aucune espèce, n'en avaient point à perdre; la poursuite changeait donc souvent en défaite la victoire des républicains, la cavalerie ne pouvant agir, et les fantassins, dispersés par l'effet de cette poursuite même, étant souvent les victimes des fuyards.

En présence de l'ennemi, les Vendéens étaient courageux jusqu'à la témérité. Ils n'hésitaient point à attaquer des canons sans autres armes que leurs bâtons, et souvent ils s'en emparaient. Les pertes les plus considérables qu'ils essuyèrent eurent lieu dans l'attaque des places fortes ou de positions retranchées, qu'ils voulaient em-

porter de vive force. Après la victoire, ils étaient en général humains et compatissans, mais cela dépendait du caractère de leurs chefs. A Machecoul, au commencement de la guerre civile, les insurgés se conduisirent avec beaucoup de férocité; et sur la fin, les excès commis de part et d'autre avaient tellement exaspéré les deux partis, qu'aucun d'eux ne faisait de quartier. Cependant, avant qu'ils y eussent été provoqués par les atrocités des révolutionnaires, ou à moins qu'ils ne fussent sous les ordres d'un chef particulièrement féroce, le caractère des Vendéens alliait la clémence au courage. Ils épargnaient volontiers les vaincus, mais n'ayant aucun moyen de garder leurs prisonniers, ils leur rasaient les cheveux avant de les relâcher, afin de pouvoir les reconnaître, dans le cas où ils les prendraient de nouveau les armes à la main, contrevenant à leur parole. Un trait non moins caractéristique était la sévérité de leur discipline relativement aux propriétés; jamais la tentation ne pouvait les porter au pillage, et madame de La

Rochejacquelein a conservé l'exemple suivant de cette honnêteté naturelle : après la prise par assaut de la ville de Bressuire, elle les entendit s'affliger de ne pas avoir de tabac, dont ils avaient l'habitude, comme les habitans des pays humides en général. Elle leur demanda s'il n'y en avait pas dans la ville. « On en vend bien, » répondirent ces honnêtes paysans, qui n'avaient pas appris à remplacer l'argent par le fer, « mais nous n'avons pas d'argent. »

Parmi les premiers chefs vendéens, il se trouvait des gentilshommes appartenant aux premières familles de France, royalistes par principe, qui s'étaient réfugiés dans la Vendée plutôt que de se soumettre à la convention ou à ses maîtres, encore pires qu'elle. Il y en a plusieurs, dont on raconte des anecdotes qui rappellent sans cesse le siècle de Henri IV et les héros de la chevalerie. Dans leurs rangs, et presque sur la même ligne que les paysans, on voyait combattre le calme, ferme et magnanime l'Escure; d'Elbée, officier d'une grande réputation; Bonchamps, brave et

habile guerrier, qui, comme le connétable de Montmorency, était, malgré ses talens, maltraité par la fortune ; le chevaleresque La Rochejacquelein, qui disait à ses soldats : « Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi! » enfin d'autres noms célèbres [1] par leur propre renommée, et qui ne le sont pas moins pour avoir eu pour historiens celles qui leur furent unies par l'affection la plus tendre [2].

Le nom d'armée catholique et royale pris par les Vendéens indiquait l'objet de l'insurrection. Leurs vœux même au milieu de leurs plus grandes espérances, étaient sin-

[1] Les *Mémoires de madame de Bonchamps*, et surtout ceux de madame de La Rochejacquelein, sont remarquables par la pureté des sentimens, aussi bien que par le talent de leurs auteurs. Ces dames ont décrit sans affectation, sans vanité, sans violence, sans amertume, la guerre irrégulière et sanguinaire qui les occupa si long-temps, ainsi que les êtres qui leur étaient le plus chers; et cette lecture nous rend *plus tristes* et *plus sages* en nous faisant voir ce que peut tenter le courage et ce que la vertu peut supporter.

[2] Nous nous reprocherions de ne pas rappeler ici les admirables pages de M. de Châteaubriand sur la guerre de la Vendée. (*Édit.*)

gulièrement modérés. S'ils eussent gagné Paris, et rétabli l'autorité royale en France, ils se seraient bornés à demander 1° que le nom de Vendée fût conservé à cette province formée de tout le Bocage, et qu'elle fût administrée séparément, au lieu d'être divisée en trois parties dépendantes de trois provinces différentes; 2° que le roi honorât une fois le Bocage de sa présence; 3° qu'en mémoire de la guerre, le drapeau blanc flottât sur le clocher de chaque paroisse, et qu'un corps de Vendéens fût admis dans la garde du roi; 4° qu'on mît à exécution d'anciens projets pour l'ouverture des routes et la navigation des rivières : tant il entrait peu d'égoïsme et d'ambition dans l'esprit tout patriarcal de ces guerriers dignes de l'ancien temps.

La guerre de la Vendée dura pendant près de deux ans avec des succès variés, les insurgés ou brigands, comme on les appelait, remportant le plus grand nombre d'avantages, quoique avec des moyens fort inférieurs à ceux du gouvernement, qui envoya contre eux plusieurs généraux les

uns après les autres, avec des armées nombreuses, et tous opérant avec aussi peu de succès. Plusieurs des républicains chargés de ce funeste commandement, périrent par la guillotine pour n'avoir pas fait ce que les circonstances rendaient impossible.

Il y eut dans ce fidèle pays plus de deux cents combats ou escarmouches. La fièvre révolutionnaire était alors dans toute son énergie; l'effusion du sang paraissait être devenue une jouissance pour les auteurs des massacres, qui y ajoutaient toutes les circonstances propres à la rendre plus piquante. Les maisons des Vendéens furent détruites, leurs femmes violées, leurs familles massacrées, leurs troupeaux assommés ou égorgés, et leurs moissons incendiées et ravagées. Une des colonnes républicaines prit le nom d'*infernale*, et le mérita par ses atrocités. A Pillau elle jeta des femmes et des enfans dans un four. On pourrait rapporter beaucoup d'horreurs de ce genre, si le cœur et la main ne s'y refusaient. Nous nous contenterons de citer les paroles d'un républicain, témoin oculaire, qui peint

ainsi le spectacle général qu'offrait le théâtre de la guerre civile.

« Je n'ai pas vu un seul homme dans les paroissses de Saint-Hermand, Chantonnay et les Herbiers. Quelques femmes seulement avaient échappé au glaive. Maisons de campagne, chaumières, habitations quelconques, tout était brûlé. Les troupeaux erraient comme frappés de terreur autour de leurs habitations fumantes. Je fus surpris par la nuit; mais les flammes de l'incendie éclairaient tout le pays. Aux beuglemens et bêlemens des troupeaux se joignaient les cris rauques des oiseaux de proie et des animaux carnassiers, qui, du fond des bois, se précipitaient sur les cadavres. Enfin, une colonne de feu que je voyais augmenter à mesure que j'approchais, me servit de fanal. C'était l'incendie de la ville de Mortagne. Quand j'y arrivai, je n'y trouvai d'autres êtres vivans que de malheureuses femmes qui cherchaient à sauver quelques effets de l'embrasement général [1]. »

[1] Mémoires d'un ancien administrateur des armées républicaines.

Telle est la guerre civile. C'est à cette situation que ses excès avaient réduit le pays heureux, paisible et vertueux que nous venons de décrire.

Après de tels événemens, il n'est pas étonnant que le cœur des paysans ait aussi fini par s'endurcir, et qu'ils aient exercé de terribles représailles contre ceux qui, du reste, ne devaient pas compter sur leur pitié. Nous ne sommes donc point étonné que le général républicain Haxo, homme d'un grand talent, et qui s'était distingué dans la guerre de la Vendée, se soit brûlé la cervelle en voyant son armée défaite par les insurgés, plutôt que de s'exposer à leur vengeance.

On peut demander comment les Vendéens, pendant leurs succès, ne portèrent pas leurs efforts gigantesques au-delà de leurs frontières, et pourquoi une insurrection si considérable et si soutenue, ne fit une grande impression ni sur la convention [1], où l'on n'en parlait que comme

[1] La convention dirigea cependant contre la Vendée des armées formidables, et cette guerre servit de prétexte à plusieurs décrets de la terreur. (*Édit.*)

d'une horde de brigands, ni sur les nations étrangères, qui paraissaient ignorer leurs succès, et même leur existence? Quant à la première question, il suffira peut-être de faire observer que la tactique des Vendéens, quelque formidable qu'elle fût dans leur pays, ne pouvait l'être dans des pays découverts, avec de grandes routes et des plaines, sur lesquelles on pouvait employer la cavalerie et l'artillerie contre des paysans qui ne combattaient point en rangs serrés et n'avaient point de baïonnettes. Outre cela, les Vendéens tenaient à leurs occupations habituelles; ils étaient enfans du sol, et ils se dispersaient ordinairement après le combat pour soigner leurs bestiaux, labourer leurs terres et revoir leurs familles. La discipline de leur armée, dans laquelle la seule bonne volonté tenait lieu des distinctions ordinaires des grades, n'aurait pu suffire pour les maintenir unis pendant de longues marches et loin de chez eux; ils auraient nécessairement souffert du défaut d'administration, de bagages, de pièces de campagne, d'état-major, et

de tous les autres détails d'une armée régulière, dont il leur était si aisé de se passer dans un pays aussi impraticable que la Vendée, familier aux natifs et inconnu aux étrangers. En un mot, une armée que l'espérance et l'ardeur pouvaient un jour faire porter à trente ou quarante mille hommes, et qui le lendemain se trouvait souvent réduite au dixième, était excellente pour combattre, mais n'offrait aucune ressource pour faire des conquêtes, ou pour assurer les avantages de la victoire.

Ce n'est pas toutefois qu'un militaire aussi distingué que d'Elbée, qui fut un de leurs principaux chefs, n'ait eu pour les Vendéens des projets plus étendus que la défense de leur province.

L'attaque de Nantes leur offrait une très-belle perspective: le succès pouvait peut-être décider du sort de la révolution. Cette belle et importante ville de commerce est située sur la rive droite de la Loire, qui, dans cet endroit, à huit ou neuf lieues de son embouchure, est un fleuve large et navigable. Nantes n'a aucune espèce de for-

tifications régulières; mais elle contenait alors une garnison d'environ dix mille hommes, et on y avait élevé à la hâte des ouvrages qui la mettaient à l'abri d'un coup de main. Les Vendéens qui l'attaquèrent pouvaient avoir trente ou quarante mille hommes, commandés par d'Elbée[1], pendant que la ville était bloquée sur la rive gauche par Charette, avec une armée égale à la première. La prise de cette place importante eût probablement changé la face de la guerre. Un ou plusieurs princes français auraient pu s'y rendre avec leurs partisans. La Loire pouvait amener des secours d'Angleterre, et un succès aussi important aurait fixé les incertitudes du cabinet de ce pays. La Bretagne et la Normandie, déjà bien disposées en faveur de la cause royale, se seraient levées en masse contre les républicains; et l'armée catholique et royale, qui occupait déjà le Poitou et l'Anjou, aurait pu marcher sur Paris, agité par la guerre intérieure et extérieure.

[1] C'était Cathelineau qui commandait devant Nantes, où il fut blessé à mort. D'Elbée lui succéda. (*Edit.*)

Les bombes qui furent jetées dans la ville, et le son d'une multitude de cornemuses annoncèrent au général Canclaux, qui y commandait, qu'il avait à repousser une attaque générale de Vendéens [1].

Heureusement pour la république naissante, c'était un homme de beaucoup de talent et d'un grand courage. L'habile emploi qu'il fit de ses moyens de défense, et surtout la grande supériorité de son artillerie, le mirent en état de déjouer les efforts des Vendéens; quoique ceux-ci eussent pénétré, avec une infatigable bravoure, dans les faubourgs, et attaqué de près les troupes républicaines, ils furent, après un combat très-vif, forcés à la retraite, qui dura depuis trois heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi [2].

A différentes époques, après le non-succès de cette entreprise hardie et bien con-

[1] Le 18 juin 1793.

[2] Il y avait au Luxembourg, et l'on voit probablement maintenant au Louvre, un tableau de Vernet, estimable sous le rapport de l'art, mais extrêmement curieux sous le point de vue historique, représentant l'attaque de Nantes. Les Vendéens y sont représentés dans toute la simplicité de leur cos-

çue, il se présenta des occasions dans lesquelles les alliés, et notamment le gouvernement anglais, auraient eu la facilité de jeter des secours importans dans la Vendée. L'île de Noirmoutiers fut, pendant quelque temps, au pouvoir des royalistes; on eût pu alors leur fournir tous les secours quelconques en armes et en argent. Mais des troupes auraient été probablement fort peu utiles, vu la nature du pays dans lequel elles auraient eu à combattre, le caractère des troupes avec lesquelles elles auraient eu à agir. Il eût fallu du moins, dans un général étranger, les talens supérieurs d'un Montrose [1] ou d'un Peterborough [2], pour

tume, et avec toute leur valeur enthousiaste; les prêtres qui les accompagnent élèvent leur crucifix et encouragent les assiégeans, qui sont repoussés par la fermeté bien dirigée des républicains.

[1] Montrose, surnommé *le Grand Marquis*, un de ces guerriers qui rappelaient, selon le cardinal de Retz, les héros de Plutarque, fit en Écosse une espèce de guerre *vendéenne* en faveur des Stuarts. Voyez *la Legende de Montrose*, roman où sir Walter Scott a peint, dans le major Dalgetty, ce pédantisme militaire auquel il fait ici allusion, et dont nous trouvons un autre type dans le baron de Bradwardine de Waverley. (*Édit.*)

[2] Peterborough (Charles Mordaunt, comte de Peterborough,

s'affranchir suffisamment des entraves de la pédanterie militaire, et se servir des qualités particulières de troupes telles que les Vendéens, irrésistibles quand elles étaient conduites selon leurs habitudes, mais du caractère le plus opposé à cette régularité de manœuvres que recommande la tactique savante.

On sait très-bien maintenant que le cabinet anglais était partagé sur le mode de guerre à adopter. Pitt répugnait à intervenir dans les affaires intérieures de la France. Il désirait voir rétablir la barrière des Pays-Bas (si imprudemment ouverte par l'empereur Joseph), et il espérait que le succès des alliés amenant ce résultat, les Français renonceraient à attaquer leurs voisins; que leur folie de croisade[1] en faveur des innovations serait réprimée, et qu'ils revien-

homme d'état et militaire sous Guillaume et la reine Anne) fut chargé de l'expédition anglaise qui, en 1705 et années suivantes, fut envoyée en Espagne pour soutenir l'archiduc Charles dans la guerre de la succession : la guerre qu'il fit dans les montagnes de la Catalogne, où il fut obligé d'organiser des corps de partisans, le fait citer ici naturellement à côté du marquis de Montrose. (*Édit.*)

[1] *Wildness for crusading.* (*Édit.*)

draient naturellement à un gouvernement régulier. D'un autre côté, Windham [1], enthousiaste ingénieux, mais un peu extravagant dans quelques-unes de ses opinions, était porté à épouser sans restriction toutes les idées de Burke; et il recommandait à l'Angleterre, comme aux autres puissances européennes, le rétablissement des Bourbons avec l'ancien gouvernement et l'ancienne constitution de la France, comme le principe fondamental d'après lequel la guerre devait être dirigée. Cette division dans le conseil eut pour résultat d'empêcher de faire des efforts, soit dans une direction, soit dans une autre.

Madame de La Rochejacquelein (que du reste nous sommes disposés à regarder comme ayant été mal informée sur ce sujet)

[1] William Windham, ministre et pair de la Grande-Bretagne, d'abord dans les rangs de l'opposition, passa avec Burke dans ceux du ministère, et fit une guerre soutenue à la révolution française, dans le parlement, comme dans le cabinet britannique. Plus tard, Napoléon trouva dans William Windham un de ses adversaires les plus ardens, toutes les fois que la question de la paix était agitée en Angleterre. Il mourut en 1810. (*Édit.*)

dit que la seule dépêche que les Vendéens reçurent du cabinet britannique, annonçait une singulière ignorance de l'état de la Vendée, qui était pourtant assez près de Jersey et Guernesey pour lui donner les moyens de se procurer des renseignemens exacts sur la nature et les principes de l'insurrection vendéenne [1].

Les chefs de l'armée catholique et royale reçurent la première communication de la part de l'Angleterre par un émissaire royaliste, le chevalier de Tinteniac, qui les mit dans un de ses pistolets en guise de bourre. Elle était adressée à un prétendu chef nommé Gaston, qui était à peine connu de nom parmi eux [2]. On leur demandait, dans cette dépêche, quel était le motif de leur insurrection; si elle était en faveur de l'ancien gouvernement, de la constitution de 1791, ou des principes des girondins. Étranges

[1] *Voyez*, pour ces détails, les chapitres XI et XVI des *Mémoires de madame La Rochejacquelein.* (*Édit.*)

[2] Ce chef insignifiant était même mort, ce qui prouverait qu'en effet M. de La Rochejacquelein n'avait pas tort de croire les Anglais dans l'ignorance sur le véritable état de la Vendée. (*Édit.*)

questions à faire à des hommes qui faisaient la guerre comme royalistes purs depuis plus de cinq mois, qui pouvaient, par conséquent, espérer raisonnablement que la nouvelle de leurs nombreuses et importantes victoires eût retenti dans toute l'Europe, ou du moins qu'ils fussent bien connus des peuples voisins de la France qui étaient en guerre avec son gouvernement actuel. On leur promettait des secours, mais d'une manière générale et vague; et les assurances de M. le chevalier de Tinteniac purent à peine convaincre ses amis de la réalité de ces promesses. Dans le fait, il n'arriva de secours qu'après la première pacification de la Vendée. La malheureuse expédition de Quiberon, différée jusqu'à ce que la cause de la royauté fût presque désespérée, eut enfin lieu, et son seul résultat fut d'envelopper dans une entière destruction une foule d'hommes distingués par leur courage et l'élévation de leurs sentimens. Mais quand on examine, après l'événement, une partie aussi compliquée, il est aisé de critiquer les joueurs; or, il n'y a peut-être pas

de bévue plus commune à la guerre comme en politique, que celle qui consiste à laisser échapper l'occasion.

Quoique les Français aient plus que nous la facilité de profiter des occasions favorables (leur gouvernement, toujours un peu despotique dans la pratique, pouvant agir avec plus de hardiesse, de mystère et d'énergie que celui d'Angleterre), on peut leur reprocher aussi des erreurs en ce genre. Si le cabinet anglais ne sut pas profiter de l'occasion offerte par l'insurrection de la Vendée, le gouvernement français ne mit pas plus d'activité à tirer avantage de celle que lui présentait la révolte d'Irlande; et si nous eûmes à regretter les retards de la funeste expédition de Quiberon, la république eut sujet de se repentir d'avoir jeté les troupes qu'elle avait débarquées à Castlehaven, après la pacification de l'Irlande, et sans autre but, pour ainsi dire, que de poser les armes à Ballinamuck.

Il est encore plus étonnant qu'un pays aussi distingué par sa loyale fidélité, et qui possédait des avantages locaux si con-

sidérables, n'eût pas été choisi par les royalistes[1] en général, comme le centre des mouvemens contre-révolutionnaires; tandis qu'agissant vainement à l'est, la belle armée de Condé prodiguait son sang contre les redoutes et les places de cette frontière de fer. Les militaires qui la composaient, combattant avec les braves paysans de la Vendée, inspirés des mêmes sentimens de loyauté qu'eux-mêmes, y auraient été placés avec plus d'avantages que dans les rangs mercenaires des nations étrangères. Il est certain que le feu roi Louis XVIII, et le roi actuel, désiraient se montrer dans la guerre de la Vendée. Le premier écrivit au duc d'Harcourt : « Que me reste-il donc? la Vendée. Qui peut m'y conduire? l'Angleterre. Insistez de nouveau sur cet article. Dites aux ministres, en mon nom, que je leur demande mon trône ou mon tombeau. » Si l'on avait vraiment l'intention de soutenir ces princes infortunés, il eût fallu leur fournir les moyens de tenter cette entreprise, et des moyens non limi-

[1] *Loyalists.* (*Édit.*)

tés. Dans toute la première partie de cette guerre, la faute de la Grande-Bretagne fut de ne pas proportionner ses efforts à l'importance de son but.

Quand nous pensons aux chances multipliées qui pouvaient seconder l'incomparable dévoûment des Vendéens; quand nous considérons le caractère généreux, vertueux et désintéressé de ces soldats de l'honneur, c'est avec une vraie douleur que nous passons au tableau de leur extermination par les satellites sanguinaires du règne révolutionnaire. Mais les voies de la providence se trouvent, après un long intervalle de temps, justifiées même à nos yeux faibles et à vue courte. Nos cœurs émus auraient sans doute tressailli de reconnaissance envers Dieu, en lisant que Charette ou La Rochejacquelein, arrivant à Paris, à la tête de leurs braves compagnons d'armes, s'étaient précipités dans le comité de salut public, comme Thalaba l'exterminateur dans l'antre de Dom-Daniel[1] lui faisait expier les atrocités dont il

[1] Allusion au poème de *Thalaba*, par Southey, dont on

avait inondé la France. Mais une telle réaction, opérée uniquement dans le but de rétablir l'ancienne monarchie despotique, n'eût point rendu la paix à la France ni à l'Europe, et n'eût, au contraire, fait que semer des germes de dissensions ultérieures et plus durables. La flamme de la liberté s'était trop propagée en France, pour pouvoir être étouffée, même par le triomphe de la royauté. Quelles que fussent la pureté des principes et l'élévation des sentimens des Vendéens, il fallait que la nation éprouvât les deux extrêmes de la licence la plus effrénée et du plus dur despotisme, pour que les espérances des différens partis en rivalité se fixassent sur une forme de gouvernement, qui fondât l'alliance d'un pouvoir limité pour le monarque avec une liberté raisonnable pour les sujets. Mais revenons à nos tristes récits.

Malgré le mode d'extermination avec lequel les républicains conduisaient la

trouve l'analyse dans le *Voyage historique et littéraire en Angleterre*, tome II. Le Dom-Daniel est la caverne des sorciers persécuteurs de Thalaba. (*Édit.*)

guerre, et leur but avoué de rendre la Vendée un désert, le courage et même le nombre des habitans semblaient augmenter à mesure que leur position devenait plus désespérée. De nouvelles armées étaient envoyées dans ce fidèle pays, et détruites successivement par les assauts, les escarmouches, les embuscades, lorsqu'elles échappaient aux affaires générales. Plus de cent mille hommes furent employés à la fois pour soumettre la Vendée. Mais cet état de choses ne pouvait durer toujours; et un des événemens funestes de la guerre sur la frontiere vint offrir une compensation à ce revers, en procurant à la république de nouvelles troupes, supérieures aux premières en valeur et en discipline.

Ce fut la reddition de la ville de Mayence aux Prussiens. La capitulation portait que la garnison, composée d'environ quinze mille hommes aguerris, parmi lesquels se trouvaient des officiers très-distingués, ne pourrait plus porter les armes contre les alliés. Ces troupes furent employées dans la Vendée, où la balance avait com-

mencé à pencher contre les intrépides et opiniâtres insurgés. Dans les premières rencontres, ces soldats, étrangers à la manière de combattre des Vendéens, essuyèrent des pertes, et furent dédaignés par les royalistes[1]. Mais leur premier jugement sur ces nouveaux adversaires changea après la défaite de Chollet, plus terrible par ses suites qu'aucune de celles que les Vendéens eussent encore éprouvées, et qui détermina leurs généraux à passer la Loire avec toutes leurs forces, abandonnant leur cher pays du Bocage aux haches et aux torches des vainqueurs, pour porter la guerre en Bretagne, où ils espéraient être appuyés par une descente des Anglais, ou par une insurrection générale des habitans.

Dans cette émigration militaire, les royalistes furent accompagnés par les vieillards, les femmes et les enfans, de sorte que leur marche lugubre ressemblait à celle des anciens Cimbres ou Helvétiens, qui,

[1] Ils jouaient sur le mot de *Mayence*, et disaient que ces nouveaux républicains étaient des soldats de *Faience*, qui ne pouvaient aller au feu.

abandonnant leurs demeures, allaient chercher de nouveaux établissemens dans un pays plus fertile.

Ils passèrent la Loire près de Saint-Florent, et ses rives furent couvertes de près de cent mille émigrés des deux sexes et de tout âge. Ils avaient devant eux ce large fleuve, et derrière eux leurs cabanes embrasées et le glaive exterminateur des républicains. Les moyens d'embarcation étaient en petit nombre, et la frayeur des femmes presque impossible à apaiser. Tel était le désordre de cette scène de désespoir, que beaucoup d'entre eux, selon madame de La Rochejacquelein, la comparaient aux images que l'on se fait du redoutable jour du jugement dernier[1]. Plus de munitions, plus de commandement, plus d'organisation d'aucune espèce, plus d'apparence d'armée, excepté en tête des co-

[1] « Beaucoup d'entre nous comparaient ce désordre, ce désespoir, cette foule égarée, cette vallée, ce fleuve qu'il fallait traverser, aux images que l'on se fait du redoutable jour du jugement dernier. » *Voyez* le Chap. XIV des Mémoires de madame de La Rochejacquelein. (*Édit.*)

lonnes et à l'arrière-garde, le centre étant composé de la multitude sans défense; cependant ces indomptables paysans mirent en déroute une armée républicaine sous les murs de Laval.

La garnison de Mayence, dont l'arrivée dans la Vendée avait été si fatale aux insurgés, et qui les avait poursuivis au-delà de la Loire, les croyant en pleine déroute, fut presque entièrement exterminée dans une défaite inattendue. Cet avantage fut plus que contre-balancé par la malheureuse attaque de Granville; et la brillante victoire que les Vendéens remportèrent ensuite près de Dol, fut le dernier succès de ce qu'on appelait la *grande armée* vendéenne, si digne en effet de ce nom, et non pas seulement à cause du nombre de ses soldats. Elle avait par suite des chances de la guerre, perdu ses meilleurs chefs; et les revers ainsi que les sentimens amers qui en sont la suite, avaient introduit parmi eux la désunion, si long-temps étrangère à leur singulière association. Charette passait pour peu disposé à aider La Roche-

jacquelein et Stofflet. Il paraît que Stofflet se rendit alors indépendant. Les insurgés furent défaits au Mans, où des trois généraux républicains distingués, Westermann, Marceau et Kléber, le premier se déshonora par sa sauvage férocité, et les deux autres s'honorèrent par leur clémence. Il périt quinze mille Vendéens, hommes ou femmes, dans cette bataille et le massacre qui la suivit.

Mais quoique la Vendée, après cette perte décisive, qui porta sur une partie de ses meilleures troupes et quelques-uns de ses plus braves généraux, pût difficilement être regardée comme existant encore, Charette, avec une activité infatigable et un indomptable courage, continua à soutenir l'insurrection du Bas-Poitou et de la Bretagne. Il avait avec lui une division de paysans des Marais, qui trouvaient dans ce pays les mêmes avantages que les Vendéens dans leurs bois. Il était aussi suivi par les habitans du Morbihan [1], que son

[1] Les Morbihannais n'ont combattu que dans leur pays. (*Édit.*)

royalisme avait fait appeler la *petite Vendée*. Charette était, en outre, le chef de plusieurs bandes appelées *chouans*, nom dont l'origine n'est pas bien connue, et qu'on donnait aux insurgés de Bretagne, mais que leur courage a rendu célèbre [1]. Charette lui-même, qui, à l'aide de ces troupes et de quelques autres, continua de défendre l'étendard de la royauté en Bretagne et en Poitou, était un de ces hommes extraordinaires faits pour briller au milieu des difficultés et des dangers. Aussi prudent et circonspect que brave et hardi, il était en même temps si prompt et si expéditif dans ses mouvemens, qu'il se montrait ordinairement dans les lieux, et au moment même où on l'attendait le moins, et où il était d'autant plus redoutable. Un officier républicain, qui venait de s'emparer d'un village, et parlait du chef des royalistes comme étant à vingt lieues de là, dit pu-

[1] Quelques-uns le font venir de *chat-huant*, pour signifier que les insurgés, comme cet oiseau, se montraient surtout la nuit; d'autres de *Chouan*, nom de deux frères, qu'on dit avoir été les premiers chefs des insurgés bretons.

bliquement : « Je voudrois bien voir ce fameux Charette. — Le voilà, » dit une femme en le lui montrant au doigt. En effet, il chargeait dans ce moment les républicains qui furent tous tués ou faits prisonniers.

Après la chute de Robespierre, la convention fit à Charette la proposition d'une pacification, et une suspension d'armes eut lieu entre le général vendéen et le général Canclaux, brave défenseur de Nantes. On stipula les articles dans cette ville, où Charette entra à la tête de son état-major, avec un grand panache blanc flottant au gré du vent. Il écouta tranquillement les acclamations d'une ville, pour laquelle son nom avait été long-temps un objet de terreur, et son front se rembrunit quand il signa le traité. Il suspectait sans doute la bonne foi de ses ennemis, et ceux-ci ne comptaient pas plus sur la sienne. L'armistice devait durer jusqu'à la ratification du traité par la convention. Cet acte n'eut jamais lieu. Il s'éleva bientôt de part et d'autre des plaintes et des récriminations,

et les soldats de Charette et ceux de la ré-république recommencèrent leur petite guerre.

Cependant, les membres du cabinet britannique qui étaient partisans d'une descente en France, au nom et en faveur de l'héritier du trône de ce royaume, avaient obtenu l'assentiment de leurs collègues. Malheureusement on en différa l'exécution jusqu'à ce que le succès fût devenu impossible. Les troupes chargées de cette tentative furent aussi choisies sans discernement. Elles se composaient en partie d'émigrés, en qui l'on avait, et à juste titre, la plus grande confiance; mais environ deux bataillons étaient formés d'étrangers et de vagabonds de toute espèce, la plupart enrôlés parmi les prisonniers, qui saisirent avec empressement ce moyen de sortir de captivité, mais avec la ferme résolution de rompre leur engagement à la première occasion. Outre ces imprudences, il faut dire que le but et l'époque de l'expédition, qui ne pouvait réussir que par le secret et la promptitude, étaient connus générale-

ment en France et en Angleterre avant qu'elle mît à la voile.

Le résultat fut, comme on sait, très désastreux. A peine débarqués, les soldats enrôlés passèrent dans les rangs des républicains, et les malheureux émigrés, dont un grand nombre tomba entre les mains de ces derniers, furent condamnés à mort, et exécutés sans miséricorde. L'ennemi s'empara d'une grande quantité de fusils et de munitions, et, ce qui fut bien pis encore, l'Angleterre, sans parler de pertes plus légères, ne sauva pas entièrement son honneur. Elle fut sévèrement blâmée pour avoir livré ses alliés à la mort, parce qu'elle avait cédé à des vœux que des hommes enthousiastes et courageux transformaient en espérances.

Rien de plus difficile que de déterminer le degré d'appui qu'une nation peut prudemment donner à un parti dans le sein d'une autre nation. Il est vrai que le succès seul, et un succès complet, peut justifier de pareilles entreprises aux yeux de quelques hommes disposés à alléguer, en cas de

malheur, qu'on s'est laissé attirer dans des périls dont on n'avait pas les moyens de triompher. D'autres condamnent les mesures de ce genre comme propres à dissiper les ressources de la nation dans des entreprises qui n'auraient jamais dû être encouragées. Mais l'homme impartial ne condamnera pas l'expédition de Quiberon sans un examen approfondi. Elle n'était ni insuffisante, ni mal combinée pour le but proposé, si l'on excepte le choix d'une partie des troupes. Si de pareils renforts étaient arrivés aux royalistes pendant qu'ils attaquaient Nantes ou Granville, ou qu'ils occupaient l'île de Noirmoutiers, la cause royale en eût retiré des avantages inappréciables. Mais l'époque avait été mal choisie, ce qui fut dû en grande partie à ce que les malheureux émigrés, impatiens de leur inaction et d'un caractère ardent, pressaient le ministère anglais, ou plutôt M. Windham, d'autoriser cette tentative, sans consulter autre chose que leur zèle et leur courage. Nous ne prétendons pas toutefois que leur impatience doive absoudre les ministres du

reproche que méritait leur imprévoyance. Il ne pouvait y avoir de difficulté à se procurer par Jersey des renseignemens sur la Bretagne, et ils devaient savoir que les Français avaient tiré de plusieurs garnisons des forces considérables pour les opposer à une descente dans la baie de Quiberon [1].

Malgré cette malheureuse affaire et quelques autres tentatives semblables des Anglais pour porter des secours aux royalistes,

[1] Nous devons accorder une grande latitude à l'esprit national. Cependant nous trouvons un peu dur de voir un historien, aussi bien informé que M. Lacretelle, avancer sérieusement que l'Angleterre jeta les malheureux royalistes sur la côte de Quiberon pour se dispenser de les nourrir. La libéralité de la Grande-Bretagne envers les émigrés, honorable et méritoire pour le pays, était entièrement gratuite. Elle pouvait refuser des secours dus uniquement à sa bienfaisance; et il est difficile de ne pas relever une semblable accusation. L'expédition de Quiberon fut une bévue, mais à laquelle les malheureuses victimes contribuèrent elles-mêmes à entraîner le gouvernement anglais. *

* Il est juste d'ajouter que le parlement d'Angleterre a voté pour les émigrés, jusqu'à la restauration, et toujours *nemine dissentiente*, un secours annuel. Quant au désastre de Quiberon en lui-même, l'auteur répond ici à une accusation, mais sans donner des preuves bien positives; il oublie aussi qu'aux yeux de ceux qui accusaient l'Angleterre, elle laissa périr à Quiberon l'élite de nos officiers de marine. (*Edit.*)

Charette continua les hostilités. Mais Hoche, général d'une haute réputation, fut envoyé dans les cantons insurgés avec des forces plus considérables qu'on n'en avait employé jusqu'alors contre eux. Il forma des colonnes mobiles, qui agissaient de concert et se soutenaient réciproquement en cas de revers, ou poursuivaient leur victoire en cas de succès. Charette, après la destruction presque complète de son armée, fut fait prisonnier lui-même. Condamné à être fusillé, il refusa de se laisser bander les yeux, et mourut aussi courageusement qu'il avait vécu. Stofflet eut le même sort, et la mort de ces deux chefs mit fin à la guerre de la Vendée.

Le tableau de cette guerre civile remarquable, quelque resserré qu'il soit, nous a entraînés au-delà des bornes que nous nous étions prescrites. Elle éclata au commencement de mars 1793, et l'exécution de Charette eut lieu à Nantes, le 9 mars 1796. Ce qu'elle présente de plus étonnant, c'est qu'un incendie aussi considérable ne se soit pas étendu au-delà d'un certain can-

ton, quoiqu'il y exerçât ses ravages avec tant de fureur que, pendant long-temps, on ne trouva aucun moyen propre à l'éteindre.

Nous allons revenir maintenant à l'état de la France au printemps de 1793, époque à laquelle les jacobins, qui venaient de s'emparer de la puissance suprême, reconnurent qu'ils avaient à lutter, non-seulement contre les alliés, sur deux parties des frontières de France, et avec les royalistes de l'Ouest, mais encore avec plusieurs grandes villes de commerce, qui, moins favorables à la monarchie qu'effrayées par les mesures révolutionnaires, se préparèrent à la résistance, après la proscription des girondins au 31 mai.

Bordeaux, Marseille, Toulon et Lyon, villes riches par leur commerce et leur position maritime, et Lyon en particulier par son influence sur la navigation intérieure, s'étaient déclarées contre la supré-

matie des jacobins. Les principaux négocians et manufacturiers de ces villes entrevoyaient l'incertitude des fortunes, et par conséquent leur propre ruine, dans le système de spoliation arbitraire et de massacres sur lequel était fondé le gouvernement des jacobins; mais la propriété, objet de leur sollicitude, qui, lorsque sa puissance est employée en temps utile, est la plus solide barrière contre les révolutions, devient leur première proie, dès que le moment opportun est passé. Quand les riches savent à propos faire part de leurs richesses, il leur est aisé de s'attacher les classes inférieures; mais celles-ci voient-elles les riches abaissés et persécutés, elles peuvent être facilement tentées de regarder leurs biens comme un objet de pillage. Il faut donc que les riches ne fassent pas leurs concessions trop tardivement, ou les hommes dont on aurait pu faire les défenseurs les plus actifs de la propriété, se joindront à ceux qui l'envahissent.

Nous avons déjà vu que Bordeaux, où les brissotins ou girondins avaient espéré

voir régner le républicanisme pur, aussi opposé à la royauté qu'au jacobinisme, avait trompé leur attente, et succombait, après une faible lutte, sous ses féroces vainqueurs.

Marseille montra en même temps sa bonne volonté et son impuissance. Les plus grands efforts de cette opulente cité, dont les hordes révolutionnaires avaient tellement contribué à la chute de la monarchie par l'attaque des Tuileries, ne purent aboutir qu'à envoyer à Lyon le secours d'une armée de trois mille hommes, qui inspirait peu de confiance. Ce faible corps se jeta dans Avignon, et fut mis en déroute très-aisément par le général républicain Carteaux, officier dépourvu de mérite, et dont les troupes n'eussent pas tenu contre un seul *égaillement* des tirailleurs vendéens. Marseille reçut les vainqueurs, et courba sa tête sous les horribles proscriptions dont il plut à Carteaux et à deux formidables jacobins, Barras et Fréron, d'accabler cette florissante cité; elle subit les terreurs ordinaires de la purification jaco-

bine, et on affecta pendant quelque temps de l'appeler la commune sans nom.

Lyon fit une résistance plus honorable. Cette illustre cité avait été pendant un temps sous la domination de Châlier, un des jacobins les plus féroces, et en même temps les plus extravagans et les plus absurdes. Il était à la tête d'un club redoutable, digne d'être affilié à la société mère, et ambitieux de marcher sur ses traces ; il était soutenu par une garnison composée de deux régimens révolutionnaires, outre un nombreux corps d'artillerie, et un grand nombre de volontaires, montant en tout à dix mille hommes environ, qui formaient ce qu'on appelait une armée révolutionnaire. Ce Châlier était un prêtre apostat, athée, digne disciple de l'école de la terreur; il avait été nommé procureur de la commune, et avait mis sur les citoyens riches un impôt qui fut porté de six à trente millions de livres tournois; mais il lui fallait du sang aussi bien que de l'or. Le massacre de quelques prêtres et aristocrates détenus dans le fort de Pierre-Encise,

n'était qu'un sacrifice mesquin ; et Châlier, ambitionnant des actes plus décisifs, fit arrêter cent des principaux citoyens, qu'il destinait à une hécatombe digne du démon qu'il servait.

Il en fut empêché par le courage des Lyonnais, et si ce courage eût été imité par les Parisiens, il aurait prévenu la plupart des horreurs qui déshonorèrent la révolution. Le massacre projeté avait déjà été annoncé par Châlier au club des jacobins. « Trois cents têtes, dit-il, sont destinées pour la boucherie. Saisissons, sans perdre de temps, les employés du département, les présidens et secrétaires des sections, toutes les autorités locales qui entravent nos mesures révolutionnaires; faisons-en une fournée que nous livrerons à la guillotine. »

Mais avant qu'il pût exécuter son plan, la terreur fit naître le courage du désespoir. Les citoyens prirent les armes, et assiégèrent l'Hôtel-de-Ville, où Châlier et ses troupes révolutionnaires se défendirent pendant quelque temps avec fureur et

avec quelque succès, mais finirent pourtant par succomber [1]. Malheureusement les Lyonnais ne surent pas profiter de leur triomphe; ils ne connaissaient pas encore quelle vengeance ils avaient provoquée, et ne sentirent pas la nécessité de soutenir leur démarche hardie par des mesures qui fissent évanouir toute idée d'accommodement. Leur résistance à la violence et à la cruauté des jacobins n'avait pas un caractère politique; c'était plutôt la défense d'un voyageur contre des brigands qui lui demandent la bourse ou la vie. Ils ne comprenaient pas qu'ayant fait ce premier pas, ils ne pouvaient se dispenser d'aller plus loin; ils auraient dû, en se déclarant royalistes, chercher à décider les troupes de Savoie, sinon celles de la Suisse (qui avaient embrassé une espèce de neutralité déshonorante pour eux depuis le 10 août), à leur envoyer en toute hâte des secours. Ils n'avaient ni fortifications, ni troupes réglées, mais de l'argent pour payer leurs auxi-

[1] 29 mai 1793.

liaires, des bras robustes et d'habiles officiers pour tirer parti des localités, qui, bien défendues, peuvent être aussi formidables que des fortifications régulières élevées par de savans ingénieurs.

Les Lyonnais essayèrent inutilement de se donner un caractère révolutionnaire particulier, d'après le système de la Gironde, dont deux des députés proscrits s'efforcèrent de les attirer à leur cause impopulaire; mais il y avait, de leur part, de l'inconséquence à chercher, par l'affectation d'un zèle républicain, à se ménager la protection de la convention, tout en résistant à ses décrets et battant ses troupes.

On trouvait certainement du royalisme parmi les insurgés, et l'on ne peut douter de celui de leurs chefs. Mais ceux-ci n'étaient ni assez nombreux ni assez influens pour faire adopter le vrai principe de la résistance ouverte, et s'assurer la seule chance de salut en proclamant leur dévouement à la cause du roi. Ils en appelaient toujours à la convention comme à leur souverain légitime, essayant de se justifier

à ses yeux, et veillant en même temps à la sûreté de deux députés jacobins, qui avaient appuyé toutes les violences de Châlier, afin d'obtenir d'eux qu'ils représentassent leur conduite sous un jour favorable. Les promesses de ce genre ne leur manquèrent pas de la part de MM. Gautier et Nioche, les deux députés en question, tant qu'ils restèrent en leur pouvoir; et ils les obtinrent d'autant plus aisément que les Lyonnais, tout en cherchant à se concilier la faveur de la convention, n'hésitèrent point à faire punir le jacobin Châlier, qui fut condamné à mort et exécuté, avec un de ses principaux associés nommé Reard.

Les malheureux insurgés, à l'effet de soutenir ces actes de vigueur, se mirent sous la direction d'un conseil provisoire, qui, voulant encore temporiser et conserver le caractère révolutionnaire, prit le nom de « Commission populaire et républicaine de salut public du département du Rhône et Loire, » titre qui, sans exciter l'enthousiasme du peuple ni attirer le

secours des étrangers, ne pouvait qu'aigrir le ressentiment de la convention. En effet, celle-ci était sous la domination absolue des jacobins, qui regardaient comme bravade et présomption tout ce qui n'était pas fraternisation complète, et considérant ceux qui n'étaient pas pour eux, comme leurs ennemis les plus prononcés.

Les Lyonnais recevaient bien de différens départemens des lettres encourageantes, et des promesses de coopération active, mais aucun secours positif ne leur fut envoyé, sauf le petit renfort de Marseille, que nous avons vu arrêté et dispersé sans peine par le général Carteaux.

Lyon avait espéré devenir le point de ralliement et le foyer d'une ligue antijacobine, formée par les grandes villes de commerce contre Paris et la partie dominante de la convention; mais il se vit isolé et sans appui, et n'ayant que ses propres forces à opposer à une armée de soixante mille hommes et aux nombreux jacobins contenus dans son propre sein. Vers la fin de juillet, après un laps de deux mois, la

ville fut bloquée régulièrement, et dans la première semaine d'août les hostilités commencèrent. L'armée assiégeante était dirigée, pour les opérations militaires, par le général Kellermann, qui, ainsi que d'autres généraux, tenait déjà un rang distingué dans l'armée française. Mais, pour l'exécution de la vengeance dont ils étaient avides, les jacobins comptaient principalement sur l'activité des députés qu'ils avaient envoyés avec le commandant en chef, et spécialement sur le représentant Dubois-Crancé, dont un jacobinisme frénétique paraît avoir été tout le mérite. Le général de Précy, ancien officier de l'armée royale, se chargea d'une défense qui présentait si peu de chances de succès; et à l'aide de redoutes qu'il établit sur les positions les plus élevées autour de la ville, il commença, contre une armée d'une immense supériorité numérique, une résistance plus honorable qu'utile.

Les Lyonnais essayèrent en même temps de se maintenir dans la bonne opinion des assiégeans en se donnant pour de francs

républicains. Ils célébrèrent solennellement l'anniversaire du 10 août, tandis que Dubois-Crancé, pour montrer le cas qu'il faisait de leurs démonstrations républicaines, fixait ce même jour pour faire commencer le feu contre la place; il fit même tirer le premier coup de canon par sa maîtresse, qui était une Lyonnaise. Les bombes et les boulets rouges furent ensuite lancés contre cette seconde ville de l'empire français; et les assiégés soutinrent l'attaque avec une constance, et la repoussèrent sur plusieurs points avec un courage qui leur firent le plus grand honneur.

Mais leur sort était décidé. Les députés annoncèrent à la convention leur intention de faire jouer leurs instrumens de destruction sur tous les quartiers à la fois, et quand le feu aurait éclaté dans plusieurs endroits, de livrer un assaut général. « Il faut, écrivaient-ils, que la ville se rende, ou il ne restera pas pierre sur pierre; et nous atteindrons ce but en dépit des suggestions d'une fausse compassion. Ne soyez donc point surpris, quand vous apprendrez que

Lyon n'existe plus. » La fureur de l'attaque semblait garantir l'exécution de ces menaces.

Pendant ce temps, les troupes piémontaises firent mine de descendre de leurs montagnes pour venir au secours de Lyon. Leur entremise aurait probablement donné à l'insurrection lyonnaise un caractère de royalisme. Mais cette incursion des Piémontais sardes, promptement repoussée par l'habile Kellermann, ne servit qu'à soutenir pendant quelque temps le courage des assiégés.

Bientôt leur détresse devint insupportable. Plusieurs quartiers furent en même temps en feu ; d'immenses magasins furent consumés, et le bombardement, qui dura pendant deux nuits, occasiona une perte qui fut évaluée à deux cents millions de francs.

Les assiégés arborèrent un pavillon noir sur le grand hôpital, pour indiquer que les assiégeans ne devaient point diriger leur feu sur cet asile de la misère : mais ce signal parut attirer encore plus les bom-

bes des républicains sur le point où ils pouvaient occasioner le plus de malheur, et outrager davantage l'humanité. Les ravages de la famine vinrent bientôt se joindre aux massacres ; et les assiégés, après avoir soutenu ces horreurs pendant deux mois, finirent par sentir que toute résistance était désormais impossible.

Le commandant militaire de Lyon, Précy, résolut de faire une sortie, à la tête de la partie active de la garnison, dans l'espoir qu'en se frayant un passage au travers des assiégeans, il réussirait à sauver plusieurs de ceux qui le suivraient dans cette tentative désespérée, pour gagner avec eux le territoire neutre de la Suisse ; il pensait, d'un autre côté, que l'absence de ceux qui avaient combattu activement pendant le siége, pourrait contribuer à disposer la convention à des mesures d'indulgence envers la classe désarmée des habitans. Il réunit pour cela une colonne d'environ deux mille hommes ; mais poursuivis par les républicains, harcelés de tous côtés par les paysans, auxquels les députés ja-

cobins les avaient représentés sous les couleurs les plus odieuses, et qui étaient d'ailleurs excités par l'espoir du pillage, à peine cinquante hommes de cette troupe intrépide gagnèrent avec leur chef le sol protecteur de la Suisse. Lyon n'ouvrit ses portes qu'avec répugnance, après le départ de ses plus braves citoyens. Le reste de cette histoire est peint par ces vers d'Horace :

« Barbarus heu! cineres insistet victor, et urbem,
Dissipabit insolem. » [1]

Le paralytique Couthon, Collot-d'Herbois et autres députés furent envoyés à Lyon par le comité de salut public, pour exécuter la vengeance demandée par les jacobins ; et Dubois-Crancé fut rappelé, pour avoir, disait-on, mis dans ses opérations moins d'énergie que la conduite du siége ne l'exigeait. Collot-d'Herbois avait un motif personnel d'une nature singulière, pour s'acquitter avec plaisir de la

[1] Le vainqueur barbare viendra, hélas! s'asseoir sur la ville détruite et en jettera les cendres aux vents. (*Édit.*)

mission confiée à lui et à ses collègues : il avait été, comme comédien, sifflé à Lyon, et obligé de quitter le théâtre ; il trouvait donc l'occasion d'en punir les Lyonnais. Les instructions des jacobins portaient l'injonction de tirer la vengeance la plus exemplaire de la mort de Châlier et de l'insurrection de Lyon, non-seulement sur ses habitans, mais sur la ville elle-même. Les principales rues et les plus beaux édifices devaient être rasés, et on devait élever sur leur emplacement un monument avec cette inscription : *Lyon fit la guerre à la liberté : Lyon n'est plus.* Les restes de la ville qu'on aurait laissé subsister, devaient porter le nom de *Commune affranchie.* On croirait à peine qu'une pareille sentence, digne de la grossière ignorance et du farouche emportement d'un despote de l'Orient, eût pu être prononcée sérieusement, et mise également à exécution au milieu d'une des nations les plus civilisées de l'Europe; et que dans notre siècle de lumières, les travaux d'un architecte pussent être considérés par de prétendus

philosophes comme passibles d'une peine. C'est ce qui eut lieu cependant ; et pour donner plus d'importance à la démolition, l'impotent Couthon se faisait porter de maison en maison et condamnait chacune d'elles à la destruction en la frappant avec un marteau d'argent, et en prononçant ces mots : « Maison rebelle, je te frappe au nom de la loi. » Il était suivi par une foule d'ouvriers qui mettaient la sentence à exécution en détruisant la maison jusqu'aux fondations. Ces démolitions barbares continuèrent pendant six mois, et occasionèrent, dit-on, une dépense égale à celle que le magnifique hôpital militaire, l'Hôtel des Invalides, coûta à Louis XIV, son fondateur. Mais la vengeance républicaine, en s'exerçant seulement sur du ciment et des pierres insensibles, n'était pas assouvie ; il lui fallait des victimes vivantes.

La mort si méritée de Châlier avait été honorée par une apothéose célébrée après la reddition de Lyon ; mais Collot-d'Herbois déclara que chaque goutte de ce sang patriotique tombait brûlante sur son cœur,

et que ce meurtre exigeait une expiation. Les formes ordinaires de la justice et des exécutions parurent trop lentes pour venger la mort d'un proconsul jacobin. Les juges de la commission révolutionnaire étaient exténués de fatigue, le bras de l'exécuteur lassé, le tranchant de la guillotine elle-même émoussé. Collot-d'Herbois imagina un mode de massacre plus expéditif. Deux ou trois mille victimes furent conduites à la fois des prisons à la place des Brotteaux, une des plus belles de Lyon, et y furent mitraillées. Quelque efficace que fût ce mode d'exécution, il n'était ni prompt ni humain. Les malheureux tombèrent comme des mouches brûlées à la lumière, mutilées mais non tuées, et conjurant leurs bourreaux de les achever promptement. Cela se faisait au moyen de sabres et de baïonnettes, et avec tant d'activité et de zèle, que quelques-uns des geôliers et de leurs aides furent tués en même temps que ceux qu'ils avaient amenés au supplice; cette erreur ne fut découverte que lorsque les bourreaux militaires, en comptant les

morts, les trouvèrent en plus grand nombre qu'ils ne devaient être. Les cadavres furent jetés dans le Rhône, pour aller annoncer, comme disait Collot-d'Herbois, la vengeance de la république à Toulon, qui était également en état de révolte. Mais le fleuve indigné, repoussant une pareille mission, entassa les corps sur ses rives, et les représentans furent enfin obligés de consentir à laisser inhumer les preuves de leur barbarie, pour prévenir la contagion.

Les habitans du midi de la France ont de tout temps été distingués par la vivacité de leur caractère. Comme les atrocités appellent les représailles, nous pouvons ajouter ici que, lors de la chute des jacobins, les Lyonnais n'ayant point oublié ce dont en effet le souvenir ne pouvait jamais s'effacer, exercèrent une vengeance sanglante contre ceux qui avaient participé aux atrocités de Couthon et de Collot-d'Herbois; ils se levèrent contre les jacobins, dont un grand nombre fut mis à mort.

Toulon, ville importante par son port,

ses arsenaux et ses chantiers, ainsi que par ses fortifications maritimes, avait éprouvé les mêmes ressentimens que Marseille, Bordeaux et Lyon; mais les insurgés de cette ville étaient royalistes prononcés. Elle était, depuis quelque temps, soumise à l'administration d'un club de jacobins, et avait vu les massacres répétés dans son enceinte comme partout, avec d'autant plus de douleur, qu'elle renfermait un grand nombre d'officiers de la marine et d'autres qui avaient servi le roi, et étaient restés attachés à la royauté. Leur mécontentement n'avait point échappé à des hommes pour qui tout regard triste était un motif de soupçon, et le plus léger motif de soupçon une cause de mort. La ville étant menacée d'un épurement complet à la manière des jacobins, les habitans résolurent de prévenir ce coup.

Au milieu de la nuit le tocsin fut sonné par les citoyens. Ils expulsèrent le club des jacobins, s'emparèrent de deux des membres qui avaient dirigé ses opérations, ainsi que de sept ou huit autres révolu-

tionnaires qui avaient montré le plus d'activité pour les assassinats, et malgré une certaine opposition, ils les mirent à mort. Plus prononcés que les Lyonnais, ils proclamèrent Louis XVII avec la constitution de 1791. Carteaux marcha contre la ville insurgée, poussant devant lui les Marseillais, qu'il avait comme nous l'avons vu, mis en déroute pendant qu'ils marchaient au secours de Lyon. Les Toulonnais, alarmés par ce mouvement, et n'ayant point de garnison sur laquelle ils pussent compter, implorèrent l'appui des amiraux anglais et espagnol, lord Hood et Gravina, qui croisaient à la hauteur du port. Il leur fut accordé sur-le-champ, et on envoya des soldats de la marine comme premier secours, en attendant qu'on eût réuni un corps de troupes qu'on pût jeter dans la place. Mais le siége de Toulon met notre esquisse générale de la révolution en rapport avec la vie du personnage extraordinaire dont nous avons entrepris l'histoire. Ce fut pendant ce siége que parut, pour

la première fois, ce météore[1], qui, grandissant de plus en plus, et jetant chaque jour plus d'éclat, finit par remplir de ses feux tout l'hémisphère européen, pour disparaître ensuite avec une rapidité égale à celle qui avait marqué ses progrès.

Toutefois, avant d'introduire le principal acteur, nous allons faire connaître en détail, au lecteur, la scène sur laquelle il va le voir paraître.

[1] *This light:* cette *lumière;* on sent que l'auteur a hésité entre les deux mots *astre* et *météore;* le mot *light, lumière,* n'a pas en français un sens assez déterminé. (*Édit.*)